

## TENDANCES

Carte d'identité  
ou laissez-passer  
par André Vitalis  
p.3

## JACQUOU LE MUTANT

## MICRO-INFORMATIQUE

Travailler  
tout le temps  
par Serge Proulx  
et Blanche Tahon  
p.7

## LIBERTES

Pays de l'Est :  
deux ans après  
le déluge  
par Georges Michel  
p.16

## DROIT

Logiciel :  
la force et le droit  
par Dominique Desbois  
p.19

Déréglementation :  
cartographie des  
territoires  
par Xavier Delcourt  
p.25

## SOCIETE

Colloque du CREIS  
p.28

Entretien avec  
C. Hoffaès  
p.29

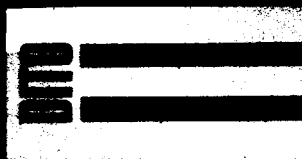
## CIII

Evolution et perspectives  
p.30

## BLOC-NOTES

Bloc-notes  
p.31

Le Billet de Jean Chesneaux  
p.35



La disparition du Centre mondial et de l'Agence de l'informatique ont surtout valeur de symbole, car la "filiale électronique" avait été enterrée dès 1982. Le vrai tournant, c'est la suppression de la "Mission à l'Informatique". IBM obtient là un avantage décisif. Bull, risque de souffrir. Les utilisateurs des administrations et des firmes publiques seront satisfaits de pouvoir acquérir les matériels correspondants à leurs besoins. Mais a-t-on mesuré les conséquences de cette décision en terme d'équilibre de la balance des paiements, de maîtrise du développement technologique, ou d'indépendance culturelle ?

Tous les grands Etats industriels, aident et protègent leur informatique. En démantelant un dispositif d'intervention publique, dont on peut légitimement mettre en doute l'efficacité, ne risque-t-on pas de "jeter le bébé avec l'eau du bain" ? Faute de continuité dans les financements, la voie serait ouverte pour une domination renforcée des grands opérateurs mondiaux. En effet, après les Etats-Unis, la crise de l'informatique atteint depuis le début de l'année l'Europe, mettant à l'ordre du jour la concentration et la spécialisation des firmes sur ces nouveaux marchés que sont la communication d'entreprise et les réseaux à valeur ajoutée. L'heure est désormais aux quelques sociétés mondiales qui, telles IBM et ATT, ont déjà la maîtrise des réseaux, qui seraient, selon Carlo de Benedetti, (PDG d'Olivetti), ce "tissu télématique de l'économie de demain, seul capable d'ouvrir des espaces de communications dans lesquels s'engouffrera à nouveau la demande informatique". Derrière l'idée que l'Etat intervient mal, il y a la tentative d'une nouvelle définition du rôle de l'Etat mettant fin à la prétention d'une "politique industrielle". Ce qu'on attend de l'Etat, c'est à la fois qu'il laisse libre cours (par la dérégulation) aux forces de la concurrence, mais aussi qu'en assurant (par la normalisation) l'homogénéité des espaces de communication, il ouvre ces marchés. La nomination par Alain Madelin de Jacques Maisonrouge, ancien responsable d'IBM World, au poste de directeur de l'Industrie est à cet égard significative. Quelle chance reste-t-il pour une industrie européenne de l'informatique, garante d'un développement économique et culturel autonome ? Esprit et Eureka continuent, mais ont sait combien ces deux programmes européens obéissent plus à des enjeux militaires qu'à la satisfaction de besoins culturels. Reste l'idée de réseaux d'alliance entre firmes de taille moyenne pour amortir les frais de recherche sur des volumes suffisants. Mais cette voie a conduit dans le passé au renforcement des firmes japonaises ou américaines qui ont toujours réussi à dominer ce genre de coopération. Ce n'est pas le coup de poker que serait la prise de contrôle par Bull des activités informatiques d'Honeywell qui peut à lui seul changer durablement cet état des choses.

Eric Braine (15/10/86)

## TERMINAL 19/84

informatique culture société

Comité de rédaction : Pierre Benoit, Sanchez Bustamante, Michel Burnier, Eric Braine, Xavier Delcourt, Carlos Derbez, Michèle Descolonnes, Henri Delahaie, Michel Dughera, Marcel Giry, Guy Lacroix, Bernard Lesval, Frédéric Maure, Jacques Maisonverte, Jacques Vétols, Georges Cau, Basile Thalerend, Pierre Lévy, Jean-Louis Weissberg, Bernard Rajben, Robert Essarts (Lyon), Alex Lafosse (Sarlat), Henri Claret (Canada).

Couverture Pascal Famy

Crédit photo : NIEPCE-RAPHO, Louis Grobois, Doc Fse, préfecture de police, Présidence de la République, SIRP PTT

Revue éditée par le Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation. Publiée avec le concours du Centre national des lettres. Rédaction et administration : 18 rue de Châtillon 75014 Paris Tel : 45.39.50.08. Répondre 24h/24. Permanences tous les mardis de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h ; les mercredis de 14 h à 18 h ; les jeudis de 14 h à 21 h 30. Commission paritaire n° 63526, dépôt légal à la parution.  
Conception graphisme : Pascal Famy. Photocomposition et photogravure : IPC 33 rue Hoche 93500 Pantin Tel : 48.46.44.70. Impression : Rotographie 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil Tel : 48.59.00.31.  
Diffusion par abonnement (voir page 31). Diffusion en librairie : "Diffusion Populaire" 14 rue de Nanteuil 75015 Paris Tel : 45.32.06.23.  
Directeur : Jacques Vétols. Secrétariat de rédaction : Michel Dughera, Eric Braine  
Pour toute correspondance joindre deux timbres à 2 F.40. Les manuscrits adressés à la revue ne sont pas retournés et sont considérés comme étant libres de tout droit de reproduction. Reproduction des articles autorisée avec mention de leur origine et adresse.